



LE PRÉSIDENT ET MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU
GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE ESPAGNOLE EN EXIL

présente ses meilleurs compliments

Amigo Mijo: Agradezco mucho que O.P.E. reco-
giera esta breve nota sobre UN REFUGIADO REPU-
BLICANO ESPAÑOL CONDECRADO.

Me entera por carta de OTANGUREN - de Octubre
que recibes ahora - que te han concedido a Vd. la
medalla de oro de Europa. Bien merecida.
Hay que comemorarla, comiendo juntos con los
amigos que lo quieren y admiran. Un
gran abrazo

Fernando Valera Aparicio

profite de cette occasion pour lui exprimer
l'assurance de sa considération la plus distinguée.

Paris, le 12 - XII 1974

56. Bd Jean-Jaurès (R. - de - Ch.)

92. Boulogne-sur-Seine

Tél. 825 85-00

de la he enviado al
Dte. Leizaola

de este mandando a todos
los parlamentarios del Consejo
de Europa, y a todos los diputados
de Francia.



VERS LA FIN DE L'ÈRE FRANQUISTE

Déclaration du Gouvernement de la République Espagnole en Exil

J'aimerais très simplement dire que je souhaite qu'il y eut une autre influence du Droit Constitutionnel Français sur le Droit Constitutionnel Espagnol : c'est l'imitation de l'article premier de l'Ordonnance du Gouvernement Français, qu'il a prise hors du Territoire national et dans des circonstances que le Président VALERA peut comprendre.

C'est l'article premier de l'Ordonnance du Gouvernement Provisoire de la République Française du 21 Avril 1943 qui est ainsi rédigé :
EN DROIT LA RÉPUBLIQUE N'A JAMAIS CESSÉ D'EXISTER.

Maurice DUVERGER

(De la conférence prononcée le 5 Juin 1972, à l'occasion d'une dissertation de M. Constantino ALVAREZ, sur l'INFLUENCE DU DROIT CONSTITUTIONNEL FRANÇAIS SUR LE DROIT CONSTITUTIONNEL ESPAGNOL).

Vers la fin de l'ère franquiste

Déclaration du Gouvernement de la République Espagnole en Exil.

Quel que soit le dénouement de la grave maladie dont souffre le Caudillo, il est évident que l'ère du post-franquisme a commencé en Espagne.

Jamais dictateur ne causa autant de maux à un peuple. Sans lui, le coup d'État avorté du 18 Juillet 1936 n'aurait pas dégénéré en guerre civile. La guerre civile, qu'il déclencha, est à l'origine des crimes, souffrances et dévastations que l'Espagne endure depuis 1936/39.

Sans lui, il n'y aurait pas eu non plus d'intervention des troupes marocaines, ni des divisions, blindés et avions de Salazar, Hitler et Mussolini, ni, de ce fait, de régime totalitaire sur le modèle de l'Allemagne nazie et de l'Italie fasciste.

Sans lui, il n'y aurait pas eu la longue et féroce répression qui a fait encore plus de victimes et a causé plus de malheurs que la guerre civile et la révolution réunies.

Tout autre général espagnol — Sanjurjo, Goded, Mola, Aranda — aurait compris que, la guerre finie, il était nécessaire et urgent de réconcilier et de pacifier le pays, c'est-à-dire de rétablir les libertés du citoyen et de rendre au peuple sa souveraineté. Sous sa domination, l'Espagne a été plus de quarante ans une nation séquestrée.

La perte de la liberté et de la dignité ne saurait être compensée par le redressement économique tout relatif que le pays a obtenu par la suite et qui obéit à des causes étrangères au régime totalitaire, entre autres, la prospérité de l'Europe libre qui a facilité l'émigration de la main-d'œuvre espagnole, l'affluence des touristes et les investissements du capital étranger. Le régime franquiste a plutôt contribué à retarder l'expansion normale de la société espagnole.

Les républicains espagnols doutent que le prince Juan-Carlos puisse personnifier la réconciliation nationale ou l'ouverture démocratique. On a tendance à oublier qu'il fut choisi, de par la seule volonté du Caudillo, pour perpétuer le régime franquiste. Au demeurant, c'est ce que le prince a juré solennellement de faire.

Les structures de la prétendue Démocratie Organique constituent un euphémisme, un stratagème sémantique qui permet à l'hypocrisie internationale d'avaliser un État totalitaire. Pour transformer le régime en une véritable démocratie, il faudrait que le prince trahisse son serment de loyauté au Mouvement, comme il a manqué à la loyauté qu'il devait à son père et à sa dynastie. Il ne le fera pas; il ne pourra le faire; on ne lui permettrait pas de le faire.

Non, ni Don Juan-Carlos, ni Don Juan de Bourbon ne rétabliront jamais la liberté et la démocratie en Espagne puisqu'ils sont les instruments dont les oligarchies absolutistes et réactionnaires veulent se servir pour sauvegarder leurs privilèges, moyennant un simulacre de démocratie. Comment pourrait-on rétablir et consolider une Monarchie constitutionnelle en s'appuyant sur un peuple dont la vocation républicaine est de notoriété publique?

L'authentique démocratisation, celle qui se fera avec le peuple, conduira inexorablement à la République; toute simulation ne saurait conduire, à la longue, qu'à une explosion révolutionnaire. Seule, la République peut apporter à l'Espagne la réconciliation, la paix, la liberté en ouvrant la voie démocratique au progrès et à la justice sociale.

Nous, les républicains, affirmons qu'il n'y a d'autre régime légitime que celui issu de la Constitution républicaine de 1931 et des Statuts d'Autonomie de la Catalogne et du Pays Basque, dernière expression indiscutable de la souveraineté nationale. Voilà pourquoi nous n'acceptons, ni n'accepterons de prince ou de roi qui ne serait désigné préalablement par le peuple espagnol à l'issue d'une consultation électorale libre et sincère.

Si l'on veut vraiment connaître la volonté actuelle de la nation espagnole, la voie la plus directe, la plus efficace et la plus réaliste — « réaliste » n'impliquant pas « royaliste » — serait de remettre en vigueur la Constitution républicaine, de former un gouvernement provisoire recouvrant les principales tendances nationales — à l'image de ce qui s'est produit dernièrement au Portugal — et d'organiser, dans un délai raisonnable, des élections générales d'où émaneraient un Parlement légitime, un Chef de l'État et un gouvernement représentatifs.

Il n'y a rien de plus simple, de plus réaliste et de plus juste que de rétablir la légalité à laquelle les militaires rebelles de 1936 — et parmi eux Franco — avaient juré solennellement fidélité. Entendons-nous bien, lorsque nous parlons de légalité républicaine, nous n'en faisons pas l'apanage des personnes qui forment l'actuel Gouvernement en Exil, nous nous référons à la loi, au système politique et au peuple. Sans ce dernier, sans le peuple, rien de ce qui verrait le jour en Espagne ne serait stable et légitime.

Nous proclamons une fois encore que la République est un régime ouvert à tous les Espagnols, sans quoi elle ne serait pas digne de ce nom. Tant à droite qu'à gauche, elle n'exclut qui que ce soit de la communauté nationale, pourvu qu'il soit prêt à respecter les droits et les libertés des autres citoyens. Les Institutions républicaines et leur Gouvernement en Exil appellent au ralliement de tous ceux qui les considèrent comme la voie légale et efficace devant conduire au rétablissement en Espagne des droits des hommes et des peuples, de la souveraineté populaire et de l'indépendance de la nation.

A cette heure cruciale de l'histoire de l'Espagne, il était de notre devoir de faire entendre la voix de la République. Ce devoir est accompli. D'autres sauront, avec patriotisme, accomplir le leur.

Paris, le 20 Juillet 1974.

JOSÉ MALDONADO, Président de la République

FERNANDO VALERA, Président du Conseil des Ministres

JULIO JUST, Vice-Président et Ministre de l'Émigration

ANTONIO ALONSO BAÑO, Ministre de la Justice

MACRINO SUAREZ, Ministre de l'Économie

FRANCISCO GIRAL, Ministre en Mission en Amérique du Nord et aux Antilles

MANUEL DE RIVACOBA, Ministre en Mission en Amérique du Sud.

REPUBLICA ESPAÑOLA

Presidencia del Gobierno

NOTA RESERVADA

Para las Delegaciones y Corresponsalías
del Gobierno de la República Española.

El Gobierno no puede permanecer silencioso ante la información difundida con insólita generosidad por los periódicos y agencias de prensa, según la cual se ha constituido en España y en el exilio una JUNTA DEMOCRÁTICA encabezada por el antiguo director del diario MADRID y miembro destacado del Opus Dei, ahora en desgracia, D. Rafael Calvo Serer y por el Secretario General del Partido Comunista Español D. Santiago Carrillo.

Días antes de que se diera a conocer dicha noticia, este Gobierno había aprobado la Declaración recogida en el Documento nº 19 de la Presidencia del Consejo de Ministros, de que ya tendrá Vd. conocimiento, en la que se fija la línea política que nos viene impuesta ante el problema de la sucesión franquista por la consecuencia, la decencia y la lealtad debidas a la Constitución republicana. A ella seguiremos ajustando nuestra conducta, cualquiera que fuesen los éxitos o fracasos que coseche el nuevo movimiento, el cual se ha constituido sin que ni este Gobierno ni la mayor parte de las fuerzas auténticamente democráticas de España y del exilio hubieran sido previamente informados.

Ignoramos, pues, lo que haya realmente detrás de la flamante Junta Democrática, ora se trate de una mera compañía sensacionalista de la prensa, aprovechando el interés que siempre despierta el drama español, ora de un noble, serio y eficaz intento de recoger, estructurar y canalizar la corriente de opinión liberadora de nuestro pueblo.

En principio, seguiremos creyendo que sólo el régimen republicano posee la virtudes intrínsecas para propiciar la vuelta a España de la democracia libre, y todo lo que se

oriente por otros derroteros, ya sea en pos de una Monarquía más o menos contitucional, ya hacia un nuevo régimen totalitario de signo contrario al hoy existente, contribuirá más bien, aun sin quererlo ni proponérselo, a retrasar el advenimiento de las libertades que toda España desea.

Por otra parte, la lógica y la sindéresis de consuno enseñan que son las fuerzas tradicionalmente adictas a los principios de la democracia libre las llamadas a constituir el núcleo en derredor del cual se unifique y organice la acción popular encaminada al restablecimiento de las libertades esenciales.

Hechas estas salvedades, y aunque por las razones indicadas hayamos de permanecer al margen de la Junta Democrática, no queremos en modo alguno interferirnos en su acción ni desautorizarla públicamente, como no hemos obstaculizado ni desautorizado ninguno de los múltiples movimientos que la han precedido, inspirados en el mismo generoso impulso, pero condenados al mismo previsible fracaso.

Sólo ~~su~~ carácter reservado cursamos la presente comunicación a nuestras Delegaciones y Corresponsalías, con objeto de que estén debidamente ilustradas acerca de los móviles en que se inspira nuestra conducta.

París, 5 de Agosto de 1974

EL PRESIDENTE DEL GOBIERNO,

F. Valera.

REPUBLICA ESPAÑOLA
EN EXILIO

Vicepresidencia
del Gobierno

16

NOTIFICACION

El Gobierno de la República Española en Exilio tiene el sentimiento de comunicar a la opinión republicana que el sábado 17 de los corrientes falleció la

Excma. Sra. Da. BLANCA BASET
viuda de MARTINEZ BARRIO.

El sepelio tendrá lugar el jueves día 22, en el cementerio nuevo de Saint Germain-en-Laye, en la más estricta intimidad, conforme a la voluntad de la finada.

París, 21 Agosto 1974

El Vicepresidente del Gobierno
JULIO JUST

De parte de mi correspondiente y 70
amigo de Madrid, Sr. J. A. García
Diego, para el Sr. D. Manuel de
Juzo

FERNANDO VALERA * U

DOS DOCUMENTOS PARA LA HISTORIA

I

== MISION de las INSTITUCIONES REPUBLICANAS EN EXILIO ==

=====

por D. Alvaro de Albornoz (q. e. p. d.)
Ex-Presidente del Gobierno Republicano
27.III.1948

"Las Instituciones legítimas no están superadas:
cumplen una misión histórica que ningún otro
organismo podría realizar."

Alvaro de Albornoz.

Sería ilusión pueril imaginar que podría traducirse en solución de concordia la vuelta a ficciones constitucionales y a simulaciones democráticas, después del magnífico ensayo de ciudadanía de la República. Y peligroso, además de pueril, montar sobre un escenario de tragedia, como el de nuestra España, un artilugio monárquico a base de las astillas de un trono.

Diego Martínez Barrio, Alvaro de Albornoz,
Indalecio Prieto, Antonio M. Sbert.

(Del Manifiesto de la J.E.L.
México 25-XII-1943)

No creemos que España, dada su historia, puede salvarse sino por la República, y a esa carta han puesto y ponen todos y cada uno de los miembros del Gobierno el honor político de su vida. Si la desventura, a nuestro pesar, hiciera imposible una solución de paz para nuestro problema, lo que acusaría inmadurez de la conciencia moral internacional, el Gobierno de la República no vacilaría en aceptar con inmenso dolor, y así lo declara, la responsabilidad de la violencia, que en tal caso aparecería justificada, porque sería infame consentir la perpetuación de la esclavitud actual en nuestra patria venerada.

José Giral
(Declaración del Gobierno
ante las Cortes, 7-IX-1945)

Importante discurso de D. Alvaro de Albornoz en Méjico

=====

— UN DOCUMENTO PARA LA HISTORIA —

" LAS INSTITUCIONES LEGITIMAS NO ESTAN SUPERADAS;
CUMPLEN UNA MISION HISTORICA QUE NINGUN
OTRO ORGANISMO PODRIA REALIZAR "

En el Palacio de Bellas Artes de Méjico y organizada por el Ateneo Salmerón pronunció su anunciada conferencia sobre el tema :
"La crisis española y las Instituciones republicanas", el Jefe del Gobierno, don Alvaro de Albornoz. El salón se hallaba completamente lleno. Presidió el acto al actual presidente del Ateneo Salmerón, don José Giral, quien pronunció breves palabras expresando la significación de aquél.

Al levantarse a hablar el señor Albornoz, es saludado con una clamorosa ovación.

(Transcripción del periódico POLITICA, Año IV. n°42
París, 27 de marzo de 1948).

A MODO DE PORTICO.-

Señoras y señores, correligionarios y amigos : Dos advertencias, a modo de pórtico de mi disertación, para que no se llamen a engaño los que suelen venir a estos actos - por si ha venido alguno - en busca de soluciones a la vista o de emociones de cierto género. La primera advertencia es que no soy un alquimista ni un mago. No hago surgir el homúnculus de la retorta, ni tengo ninguna fórmula para hallar la piedra filosofal. No me saco pañuelos de los puños de la camisa ni cintas de la boca, como los ilusionistas que actúan ante las multitudes en las plazas o en los teatros. Tampoco soy un inventor ni un descubridor - ni siquiera me he entretenido nunca en descifrar charadas - y mucho menos un salvador. Respecto a los salvadores, recuerdo siempre unas palabras de Castelar y una anécdota de Bismarck. Dirigiéndose a las clases conservadoras, de su país en uno de los momentos graves de nuestra historia de España, Castelar les decía : "Ya no hay salvadores. En este gran individualismo moderno, cada cual, hombre o pueblo, se salva a sí mismo." Y la anécdota de Bismarck es la siguiente : yendo de caza, pedíale auxilio un amigo que se había hundido en una ciénaga, y el Canciller de Hierro permanecía impasible. Como el amigo insistiera, Bismarck le dijo, apuntándole con un revólver : "O sales o te doy un tiro". Y salió; salió en un esfuerzo supremo de la voluntad, que es lo único que puede salvar de veras. (Muy Bien)

La segunda advertencia es que yo no temo la polémica y menos la esgrima. Mi figura, menuda y nerviosa, ofrece difícil blanco al florete y mantiene firmes y vivos todos los resortes de la movilidad. Pero esto reza con los adversarios. La discusión entre amigos es peligrosa, siendo la amistad cosa tan quebradiza como todo el mundo sabe. Cuando, sobre todo, no se es un dechado de cortesía y de galantería, se cae fácilmente, no ya en la inelegancia, sino en el más deplorable mal gusto. Y cuando están en juego intereses que han de inspirarnos a todos generosidad, abnegación, sacrificio y unirnos como en una santa hermandad, dirigir al correligionario o al afín los ataques que al adversario deben estar reservados, no sólo es imprudencia grave, sino una aberración de la mente, que, a veces aun la más lúcida, sufre momentáneas ofuscaciones.

ANTECEDENTES DE LAS INSTITUCIONES REPUBLICANAS
EN EL DESTIERRO : A.R.E. Y LA JUNTA ESPAÑOLA DE LIBERACION.-

Corría el año 1939, trágico para España y para el mundo. Las muchedumbres españolas, aterrorizadas por la barbarie del enemigo, cruzaban los desfiladeros del Pirineo, pretendiendo asentarse en Francia y yendo a parar, en su gran mayoría, a aquellos campos de concentración de tan triste recuerdo. Algunos grupos de emigrados llegaban a estas playas de América, o más clarividentes de cuál era el porvenir inmediato de Europa, o más convencidos de que aquí tenían una misión importantísima que cumplir, o más afortunados. Entre estos emigrantes acogidos desde el primer momento en estas tierras, figurábamos don Diego Martínez Barrio y yo. El ambiente entonces era algo tremendo: éramos los rojos, los ladrones, los asesinos, muchos de los cuales, al decir de la propaganda enemiga, habíamos dado muerte a no pocos adversarios por nuestras propias manos. Había sólo contados periódicos humildes que defendieran nuestra causa. Algunos conspicuos, ocupándose ante todo de rehacer su vida en este Continente, decían que a ellos no se les hablara de política hasta que no retornáramos a España. Y otros, no solamente no tenían la menor intención de reivindicar la República, sino que declaraban que tal vez no sería ni siquiera conveniente para nuestro país y que había que pensar en ir aceptando una monarquía. En este ambiente, entre pequeñísimos y escasos reductos de independencia republicana --en la Habana, la Casa de la Cultura; en México, el Centro Republicano; en los Estados Unidos, Sociedades Confederadas--, iniciamos nuestras propagandas por América don Diego Martínez Barrio y yo. Primero en la Habana, en Nueva York después, en dos grandes actos celebrados en el Manhattan Center, uno para conmemorar la fecha gloriosa de la resistencia de Madrid, el 18 de Julio, y otro, el segundo, igualmente con motivo de la resistencia magnífica de la capital de España en el mes de Octubre.

De aquellas andanzas del Señor Martínez Barrio y más resultó un movimiento, el de Acción Republicana Española (A.R.E.), que en 14 de octubre de 1940 publicaba un manifiesto que, llevando al pie muchas firmas ilustres, decía:

"Existe una legalidad, suspendida violentamente con el concurso interesado y humillante de las armas extranjeras, que se debe restablecer: la Constitución de 1931. Mientras otro acto de soberanía nacional no derogue, cambie o modifique la Constitución, a ella habremos de acogernos, apartándonos de los que por la fuerza aspiren a más o en secretos conciliábulos se conformen con menos".

El movimiento de Acción Republicana Española desembocó algún tiempo después en otro más amplio, que no sólo integraron los partidos republicanos nacionales, sino al que concurrían, además, los republicanos de Cataluña y el Partido Socialista Obrero Español. Nació entonces la Junta Española de Liberación. Y en el manifiesto por ella publicado el 23 de Diciembre de 1943, están estas palabras:

"Nos dirigimos a la opinión española y a la de todos los pueblos en lucha contra el totalitarismo, para reivindicar el régimen que España se dió libremente el 14 de abril de 1931. Ningún hecho se produjo desde entonces, ni en el orden legal ni en el jurídico, que pueda invalidar aquella auténtica y solemne expresión de la voluntad española de regirse por la República. El derecho de los españoles a recobrar sus libres instituciones, que les fueron arrebatadas violentamente, se afirma por sí mismo, como uno de los postulados básicos de la democracia".

"Afirmamos el más absoluto respeto a los principios fundamentales de la Constitución de 1931, lo mismo que a cuantos informan los Estatutos de Cataluña y del País Vasco."

Y en este documento, no sólo se combatía a Franco y a su régimen. Se preveía el peligro de la restauración monárquica, la vuelta de una dinastía expulsada dos veces de la patria, todavía más que por motivos políticos, por motivos de decoro que la habían hecho incompatible con la dignidad nacional (APLAUSOS), y a este respecto se decía :

"Contados los días del franquismo, que en vano pretende engañar a la opinión, dentro y fuera de España, con falaces transformaciones, es menester impedir que se realice, utilizando procedimientos como los que dieron por resultado el despotismo nazi-fascista, la restauración de la Monarquía antinacional, que cayó en 1931, no por obra de sórdidas conjuras ni de sectaria rebelión, sino a consecuencia de las jornadas cívicas más espléndidas de la historia. Arrojada de España por el desprecio público, en vez de guardar aquel retraimiento que el patriotismo le imponía, se solidarizó desde el destierro, mediante imprudentes palabras del ex-rey Alfonso XIII, con la insurrección franquista, y el pretendiente actual acudió presuroso a ofrecer sus servicios al cuartel general rebelde, ciñendo la boina de requeté. No hay, por otra parte, semejanza alguna entre las circunstancias en que se produjo la restauración de 1874 y las del presente momento español. Entonces había fracasado el ensayo de una República prematura, y en medio de los males que asolaban a la Patria, se avenían a la restauración, como mal menor, muchos hombres que habían contribuido a la Revolución de Septiembre. Entonces los monárquicos contaban con un candidato al trono enteramente ajeno a las luchas de los partidos y con un estadista de la talla de don Antonio Cánovas del Castillo que, lejos de apelar a la indisciplina de los generales, la condenaba en las inquietudes y andanzas de Martínez Campos, cuya impaciencia dió por título a la restauración el de un alzamiento militar. Ahora, la República es aspiración de la mayoría del pueblo español, ya bien experimentado en el ejercicio de la democracia, y ni uno solo de los hombres que contribuyeron a derrocar el régimen monárquico en 1931, se encuentra propicio al resellamiento. Ahora, el pretendiente al trono es un príncipe banderizo y faccioso. En reemplazo de un Cánovas, patrocinan la restauración oscuros políticos, sin más brillo que el del oro nuevo del contrabandista Juan March y el de los blasones del primer latifundista de España. Y las espadas que se ofrecen al pretendiente son las mismas que se alzaron en criminal rebelión contra la República, después de haber jurado servirla."

Y el manifiesto de la Junta Española de Liberación, concluía respecto a esta materia :

"Inútilmente las clases conservadoras de nuestro país pretenderían cifrar en la Monarquía la paz y el orden. Durante todo el último siglo y el primer tercio del presente fué la Monarquía en España guerra incesante y desorden permanente. A las insurrecciones y represiones de la época fernandina sucedieron las guerras civiles y los pronunciamientos del período isabelino. España vivió en inquietud y zozobra constantes, oscilando siempre, con bruscos movimientos de péndulo, entre la reacción y la revolución. El simulacro de paz de la restauración, turbado en el exterior por las azotadoras guerras coloniales y los trágicos desastres marroquíes, concluye en el interior, tras los últimos chispazos de las sublevaciones republicanas, en luchas sociales que agitan los campos de Andalucía, sometidos a todos los abusos de la propiedad feudal, y a los centros industriales de Asturias, Vizcaya y Cataluña. En Cataluña, sobre todo, la parcialidad y la impotencia del Estado monárquico se manifiestan con represiones de la mayor violencia antijurídica, hasta el punto de confiar la justicia a viles sicarios. Sería ilusión pueril imaginar que podría traducirse en solución de concordia la vuelta a ficciones constitucionales y a simulaciones democráticas encubridoras del desorden más íntimo y profundo, después del magnífico ensayo de ciudadanía de la República. Y peligroso, además de pueril, montar sobre un escenario de tragedia, como el de nuestra España, un artilugio monárquico a base de las astillas de un trono."

Al pie de este documento, en el que vibra el espíritu republicano que acabáis de advertir --me atrevería a decir que acabáis de sentir-- hay las siguientes firmas : Diego Martínez Barrio, presidente; Alvaro de Albornoz, Antonio Ma. Sbert, vocales; Indalecio Prieto, secretario.

UNANIMIDAD PARA ERIGIR LAS INSTITUCIONES REPUBLICANAS
EN EL DESTIERRO.-

Los éxitos alcanzados por la Junta Española de Liberación, entre ellos el extraordinario de la Asamblea de San Francisco, que es el inicial y decisivo en la expulsión de Franco de la órbita internacional de los países que entonces se llamaron Naciones Unidas, no acallaron las voces de quienes reclamaban la existencia de un organismo más amplio, en el que participaran todos los republicanos y los demás partidos y organizaciones sociales que, juntos, habían defendido en los campos de batalla, con las armas en la mano, las instituciones republicanas durante la llamada guerra civil.

Un clamor unánime se produjo en todos los sectores de la emigración reclamando la erección de los órganos constitucionales, y nos arrastró a todos. En consecuencia, fueron erigidas las instituciones repulcanas. Y después de aquella memorable sesión de Cortes, en cuyo recuerdo no es menester insistir, se constituyó el gobierno presidido por mi ilustre amigo don José Giral y del que tuve el honor de formar parte como ministro de Justicia.

El señor Giral puede, ciertamente, envanecerse de un documento que más de una vez he calificado de glorioso. El hizo pocos minutos ha ante vosotros algunas alusiones a la declaración leída ante las Cortes, reunidas en México, el 7 de Noviembre del año 1945. En esa declaración, además de dar por supuesta la indiscutibilidad del régimen republicano, y de afirmar como incontrovertible la vigencia de la Constitución de 1931, se habla incluso de poner en vigor la reforma agraria aprobada por las Cortes Constituyentes, de aplicar los artículos 44,46 y 47 de la Constitución, relativos los tres a materias sociales, y de traducir a términos de realidad la mayoría de los contenidos en aquel cuerpo legal, que habían quedado inéditos.

De dicho documento, debido en buena parte, no ya a la inspiración, sino a la colaboración directa de un socialista ilustre, quiero evocar algunos párrafos. Uno es el siguiente :

"Nosotros, tal vez por el entrecruzamiento durante siglos con los pueblos del Oriente, tenemos el deseo hondo de evitar la oposición Oeste-Este (que es en nosotros, con frecuencia, psicológicamente hablando, la larva de un profundo dualismo). Aspiramos a superar la oposición entre el Oeste y Rusia, adalid del Este europeo. En la búsqueda de la concordia, a base de mutuo respeto en la respectiva visión de la vida individual e histórica, pondrá el Gobierno de la República sus mejores afanes."

Y otro interesante párrafo de la declaración ministerial a que me refiero es el siguiente, al cual ya aludí esta noche en señor Giral, pero que quiero subrayar y recalcar :

"¿Cómo y cuándo retornaremos a España? Desgraciadamente, no podemos contestaros sino con nuestra propia fe, con nuestra propia esperanza y con nuestro máximo esfuerzo; no ahorraremos afán alguno y procuraremos por todos los medios a nuestro alcance persuadir a los que llevan la dirección de la vida internacional de que la solución pacífica y legal del problema de España depende principalmente de ellos."

"No queremos los hombres de este Gobierno sino una solución de paz, pero aun para ella y para los días inmediatos fiamos en las heroicas fuerzas de la resistencia, con las que vamos a estar diariamente al habla. No creemos que España, dada su historia, pueda salvarse sino por la República, y a esa carta han puesto y ponen todos y cada uno de los miembros del Gobierno el honor político de su vida. Si la desventura, a nuestro pesar, hiciera imposible una solución de paz para nuestro problema, lo que acusaría inmadurez de la conciencia moral internacional, el Gobierno de la República no vacilaría en aceptar, con inmenso dolor, y así lo declara, la responsabilidad de la violencia, que en tal caso aparecería justificada, porque sería infame consentir la perpetuación de la esclavitud actual en nuestra patria venerada."

CONSAGRACION POLITICA DE LA LEGITIMIDAD
DE LAS INSTITUCIONES.-

Sobre esta declaración ministerial se produjo un gran debate en las Cortes. Y a punto ya de terminar ese debate, en el que, naturalmente, se habían manifestado las discrepancias que hay siempre en todos los de este género, un emi- nente republicano, mi querido amigo y compañero de tantas luchas, el señor Gordón Ordás, leyó la siguiente proposición :

"La Cámara, al suspender sus deliberaciones, ratifica su firme e inquebran- table adhesión a todos y cada uno de los órganos institucionales de la Repúbli- ca como representación del único régimen legítimo de España; reitera su acata- miento incondicional al principio de legitimidad que inspira esa adhesión, y dirige un llamamiento a todos los pueblos y a los Gobiernos de las Naciones Unidas para que otorguen su reconocimiento a la República Española como auténtica expresión de la voluntad política de nuestro pueblo."

Al pie de esa proposición, que de modo vibrante resumía los sentimientos y el espíritu republicanos de las Cortes en aquella tarde, iban las siguientes firmas: "Félix Gordón Ordás, Antonio Lara Zárate, Fernando Valera, Ramón Nogués, Carlos Esplá, Amós Salvador, Manuel Pérez Jofre, Vicente Sol, Enrique Navarro, Margarita Nelken, José María de Lasarte, Eduardo Ragasol, Jerónimo Bugada, Vicente Uribe, José María Álvarez Mendizábal, Juan Negrín, Ramón González Peña, Ramón Lamonedá, Luis Fernández Clérigo, Julio Álvarez del Vayo, Angel Galarza, Francisco de P. Jené, Pedro Ferrer."

En apoyo de esta proposición, pronunció un discurso breve y elocuentísimo el señor Gordón Ordás, quien, después de referirse a aquella psicosis de derro- ta que había sido la característica de los primeros tiempos de la emigración, dijo estas palabras :

"¿ Cómo vamos nosotros a renegar de esa legitimidad, que es nuestro más alto título de orgullo? La hemos mantenido, la hemos sostenido, cada uno desde nuestro punto de vista, todos. Pero yo pretendo que, por aclamación emocionada de la Cámara, se haga aquí esa manifestación, reiterando lo que los hombres y los partidos han hecho antes de que el Congreso legítimo de España siguiera sosteniendo con toda fe la legitimidad de nuestro régimen."

Y la Cámara lo hizo así. Las Cortes votaron aquella propuesta por aclama- ción emocionada. "Los diputados -se dice así en el Diario de Sesiones-, pue- tos en pie, aplauden al orador y vitorean a la República."

EL REFRENDO JURIDICO.-

Tras la consagración política, viene el refrendo jurídico. Ya en la sesión celebrada por las Cortes el día 10 de enero de 1945, se dió lectura al acta siguiente :

"En la Ciudad de México, Capital de los Estados Unidos Mexicanos, a vein- tiuno de noviembre de mil novecientos cuarenta y cuatro,

"Reunidos los Magistrados del Tribunal Supremo de Justicia de la República Española que suscriben, residentes en México, entre los que cuentan miembros de todas las Salas de dicho Tribunal, después de dedicar un emocionado recuer- do a los funcionarios Judiciales y Fiscales de todas las categorías muertos en cumplimiento de su deber, y a los que han sido o son victimas de injustas persecuciones,

"ACUERDAN :

"Primero.- Reiterar su lealdad a la Republica Española, derrocada por un acto de fuerza contra la voluntad explícitamente declarada del pueblo español.

"Segundo.- Declarar que la continuidad constitucional de las instituciones fundamentales, entre ellas la del Tribunal Supremo, como la más alta represen- tación de la Justicia, entraña el mejor título de legitimidad para el resta-

blecimiento de hecho de la República en España."

Siguen otros acuerdos de carácter más o menos procesal, y vienen las firmas: "Demófilo de Buen, Presidente de la Sala Primera; Mariano Granados, Presidente de la Sala Quinta; Eduardo Iglesias, Magistrado de la Sala Segunda; Fernando González Barón, Magistrado de la Sala Sexta; José Aragonés, Magistrado de la Sala Primera; Manuel Pérez Jofre, Magistrado de la Sala Tercera; Alvaro Pascual Leone, Magistrado de la Sala Quinta; Abel Velilla, Magistrado de la Sala Cuarta; Francisco López de Goicoechea, Magistrado de la Sala Segunda; Ricardo Calderón, Magistrado de la Sala Sexta."

Después del acta a que acabo de referirme, hay un acuerdo, de 9 de Octubre de 1945, publicado en la Gaceta del día 29, en el cual se declara la validez constitucional de la sesión de Cortes celebrada en 15 de agosto del tantas veces citado año de 1945, y, en consecuencia, de la toma de posesión del Presidente interino de la República, de la constitución del Gobierno que presidió el señor Giral, así como de todos los actos realizados hasta entonces por el Poder Ejecutivo de la República Española.

Todos estos actos son para mí, por la intervención que en la mayor parte de ellos tuve, no ya una trayectoria, sino una ejecutoria, a la cual creo haber hecho y seguiré haciendo honor. Yo no he tenido nunca ínfulas de estadista. He apartado siempre de un papirotazo a las brujas más o menos seductoras que se acercaban para susurrarme al oído: tú serás rey. Pero sí soy un político con un temperamento, un carácter, una fisonomía y un perfil. Y ese temperamento, ese carácter, esa fisonomía y ese perfil son, a la vez que inconfundibles, invariables. En pocos casos se podrá decir con más razón aquello de "genio y figura hasta la sepultura". (Prolongados aplausos).

EFICACIA DE LAS INSTITUCIONES.-

La eficacia de las instituciones fué tal que sorprendió a no pocos, entre los cuales sorprendidos no tengo ningún inconveniente en decir que me encontraba yo. El día 27 de agosto de 1945 se producía el reconocimiento de México, el 10 de septiembre del mismo año, el de Guatemala; el de Panamá, tres días más tarde, el 13 de septiembre de 1945, y siguió el de Venezuela, el 8 de noviembre del citado año. Después, ya en 1946, tuvimos los reconocimientos de Polonia, el 4 de abril; el de Yugoslavia, el día 16 del mismo mes; Rumania, el 4 de junio; Checoslovaquia, el 22 de agosto; Hungría, en la misma fecha; Albania, el 29 de octubre de 1946, y el 29 de noviembre del mismo año, Bulgaria.

Gracias a estos reconocimientos, la República Española, que no era sino un sentimiento acariciado intimamente en el corazón, una idea, un principio afirmado por doctrina, nostalgia, añoranza, aspiración romántica, se convirtió en una realidad internacional, que se levantaba, no ya como un clamor de masas, sino como un órgano de derecho contra el dictador, acusándole, condenándole, proscribiéndole y expulsándole de todos los organismos internacionales que habían sido ya constituidos o debían constituirse por la ONU. En virtud de esos reconocimientos, la República Española, que era un recuerdo más o menos lejano, algo ya histórico que podía convertirse en algo muerto, digno únicamente de conmemoraciones fúnebres, se transformó en actualidad viva y papiltante, que se impuso en las Cancillerías y estuvo presente en las Asambleas internacionales. Las instituciones republicanas impidieron hasta ahora que el régimen de Franco pudiera consolidarse como se consolidó en el Portugal vecino el de Oliveira Salazar. A esas instituciones se debe que en España no haya sido implantada ya la Monarquía por un golpe de Estado. A ellas se sigue debiendo que no pueda prosperar el pastel infecto y trágico con que se pretende resolver la cuestión española. (MUY BIEN, MUY BIEN, APLAUSOS REITERADOS). Debemos a las instituciones de la República el hecho de que

una gran potencia democrática haya abandonado la errónea idea de que la solución más conveniente para España era la Monarquía y esté convencida ahora de que, cualquiera que sea la solución intermedia, el problema de España no se podrá resolver en definitiva sino con la República. (Aplausos clamorosos).

LAS INSTITUCIONES NO ESTAN SUPERADAS.-

Se dice que las instituciones han hecho ya cuanto podían hacer y que es menester otro instrumento. Pues bien, las instituciones sólo con afirmarse y mantenerse cumplen una misión histórica que ningún otro organismo podría realizar. Pero no es cierto, además, que las instituciones hayan hecho ya cuanto pueden hacer. Hubieran hecho más si ello no se hubiera impedido al dirigir al Gobierno ataques absurdos, ataques desafortunados que disminuían su prestigio y quebrantaban su autoridad, precisamente en los momentos más delicados y más graves, como cuando la representación del Gobierno de la República se presentaba a combatir jurídicamente, delante de la ONU, en el frente internacional. (Muy Bien). Cuando se adoptó el acuerdo de la Asamblea de las Naciones Unidas en diciembre de 1946, que es timbre de gloria para el Gobierno que presidió don José Giral, Chile, a cuya presidencia acababa de ascender el señor González Videla, frescos todavía los laureles de sus andanzas democráticas, estuvo a punto de adoptar una actitud decisiva en nuestro problema. El señor Giral recuerda, sin duda, los despachos que del entonces ministro de Relaciones Exteriores de Chile, Raúl Juliet, recibía el Embajador en Washington y que nos eran leídos. Chile estuvo entonces a punto de romper relaciones con Franco y no lo hizo a causa del quebranto sufrido por nuestra causa con motivo de la crisis de la República en diciembre de 1946, que al par que uno de los errores políticos más graves cometidos en el destierro, fué uno de los actos de ingratitud más negra realizado con un hombre... (Ovación que impide oír el final de la frase).

Ahora mismo puedo aseguraros que existe posibilidad de algún nuevo reconocimiento en América. Las dudas, las vacilaciones que determinan que no se haya producido aún, son debidas al espectáculo de nuestras discordias, de las luchas intestinas con que nos empeñamos en empequeñecer nuestra representación ante el mundo. (Muy bien. Aplausos).

Pero es que, además, las instituciones no cumplen únicamente una función política. Realizan también una función protectora. Ellas están al habla con los organismos internacionales de ayuda, y gracias a ese contacto se han obtenido en los últimos tiempos beneficios valiosísimos para nuestros inválidos y mutilados de guerra. Por todos los países por donde he pasado en mi reciente viaje a la América Central y del Sur, he ido planteando problemas, dejando proyectos, sometiendo a la consideración de los gobiernos convenios para garantizar, regular y asegurar nuestra emigración republicana española y a colocarla en situación de obtener las máximas ventajas. Y aquí mismo, en México, callada, discretamente, el Gobierno ha hecho cuanto tenía que hacer para que podáis seguir viviendo aquí confiados y tranquilos, en la seguridad de que no se os aplicará otra ley que aquella que el insigne general Lázaro Cárdenas.... (Los aplausos atronadores impiden oír el final del párrafo).

Las instituciones, naturalmente, no pueden resolver el problema de cada uno. Cada uno, como es lógico, reacciona según sus intereses inmediatos. Ello es muy humano y es, sobre todo, muy español. Pero todavía no existe una panacea universal ni nadie posee, salvo Dulcamara en la ficción lírico-dramática, un elixir maravilloso.

Si las Instituciones desaparecieran surgirían, pulularían los reinos de taifas republicanos en la emigración, minúsculos, turbulentos, impotentes, peligrosos precisamente en la medida de su pequeñez. En política el infusorio

es más temible que el elefante. En política han sido hallados medios para defenderse de los mayores peligros: las insurrecciones armadas, el atentado criminal, pero no se han encontrado medios para defenderse contra las infiltraciones deletéreas que acaban por destruir el organismo más potente. En medicina si hay medios para destruir a los más temibles microbios, desventuradamente, en política no existen medios para combatir el microbio de la división y de la discordia. (Muy bien).

¿ QUE HAY FRENTE A LAS INSTITUCIONES ?
REALIDADES Y UTOPIAS. -

En frente de la instituciones, ¿qué hay? El criticismo estéril de los ensayistas que entretienen sus ocios con divagaciones intrascendentes, la frivolidad de los diletantes, el escepticismo de los que llevan la fe muerta en el alma. Proyectos, quimeras, fantasías e ilusiones. Pretender que fué un cable salvador que no se recogió como era debido la invitación de las naciones que suscribieron la Nota Tripartita, a levantarse contra la tiranía de Franco a unos patriotas y liberales sojuzgados e inermes, que debían combatir contra un régimen de terror que tiene polizontes, sicarios, verdugos y pelotones de ejecución, es ser demasiado fácil a la sugestión y al espejismo. La política es un arte de realidades, lo cual no quiere decir que no haya de estar sometido a un severo rigor mental, al que en vano se pretendería oponer genialidades ni ocurrencias, como cuando Lerroux decía que él no era sabio por falta de tiempo, lo cual, por cierto, se le notaba bastante. (Risas). La política es, ciertamente, un arte de realidades, pero lo primero que hace falta son realidades y no utopías. (Aprobación). Imaginar que los generales que se sublevaron criminalmente contra la República el año 36 y los obispos que bendijeron sus armas rebeldes y facciosas, y los banqueros que financiaron el movimiento contra el régimen republicano, y los terratenientes que acechaban el momento de poder llevar de nuevo a la esclavitud a sus siervos del terruño, están dispuestos a contribuir a la reconstrucción de una España democrática y liberal; creer que pueden y deben ser una garantía electoral los que se alzaron en armas contra el glorioso resultado de las elecciones de febrero de aquel año, es, como alguien ha dicho, una utopía fabulosa (Muy bien. Aplausos). Creer que puede ser un colaborador nuestro el siniestro Gil Robles, el demagogo negro, el líder de la oposición a todos los proyectos democráticos y liberales de las Cortes Constituyentes, caudillo de todas las jornadas contra la República, es demasiado cándido o excesivamente arriesgado y audaz. (Aprobación).

Con todo, **aceptemos** que se produce el milagro, aunque lo haga el diablo. Aceptemos que el limpio y claro Manzanares, por donde ha corrido tanta sangre, se ha convertido en un Jordán purificador y que aquellos facciosos de 1936 están puestos a vestir el sayal del penitente y a dar a España, no ya un régimen democrático, sino evangélico. ¿ Hay algo concreto, positivo ? ¡ Venga ! (Muy bien). Si tal aconteciera, yo seguiría defendiendo la permanencia de las instituciones republicanas, cuando menos como un símbolo, pero yo estaría en España, como he estado siempre y del modo que he estado siempre. No soy un capitán Araña. He ido siempre delante. Cuando se produjo la huelga revolucionaria de 1936, cuyo fracaso todavía no ha sido explicado satisfactoriamente, no me encontraba en el extranjero ni me hallaba escondido. Estaba en España. Y no instalado cómodamente en mi gabinete de trabajo, sino peligrosamente alojado en la cárcel mientras circulaba por todo el país con mi firma el manifiesto del Comité Revolucionario. ¿ Hay, repito, algo concreto, positivo ? ¡ Venga ! Lo estudiaremos cuidadosamente, lo examinaremos con lupa, lo pesaremos en balanza de precisión.... Pero dar la República a cambio de nada, ¡ eso, no ! (Ovación clamorosa). Eso no lo harán jamás los viejos republicanos que tienen la responsabilidad de dirigir el movimiento español. Los republicanos viejos comprenderán fácilmente este lenguaje, que responde a la vez al compromiso histórico y al honor político. Y vosotros, los jóvenes de edad

incierta, aprended a serlo de veras de estos ancianos (señalando al señor Giral), que llevan las espaldas cargadas de experiencia dolorosa y la luz del ideal encendida en la frente. (Muchos Aplausos)

DESESPERADA SITUACION ECONOMICA DEL FRANQUISMO.-

Por uno de esos fenómenos fácilmente explicables para los que están habituados al estudio de la psicología colectiva, coincide el momento más bajo, probablemente, de todos los que hemos vivido la emigración con una situación desesperada, en el orden económico, del régimen franquista. La tierra nacional, después de la devastación producida por la guerra, sigue sin cultivar. Cinco millones de hectáreas, aproximadamente, se dedicaban al cultivo de cereales panificables en tiempo de la República y menos de tres millones y medio, o tres millones y medio a lo sumo se cultivan ahora. La cosecha en España de un producto tan esencial como el arroz es bajo el régimen franquista la mitad de lo que era durante el período republicano. El consumo de carne, que en Madrid, en 1933, uno de los años peores según nuestros enemigos, alcanzaba a tres millones de kilos, no llegó a ochocientos mil kilos en el año 1946. La importación de algodón, que durante la República ascendía (únicamente el procedente de América) a cincuenta millones de dólares, es actualmente de sólo trece millones de dólares. El déficit del carbón nacional asciende a más de dos millones de toneladas. La producción de acero se ha reducido en medio millón de toneladas. En la Ciudad de México hay más automóviles que en toda España. Para trabajar la tierra, adquirir maquinaria agrícola, minera, para transportes, etc., necesitaría la España actual hacer un esfuerzo inmediato de mil millones de dólares. Y según datos fehacientes, el Instituto de la Moneda no disponía recientemente más que de cinco millones de dólares. En cambio, el presupuesto del Estado, de cinco mil millones con la República, subió a quince mil millones de pesetas. La circulación fiduciaria, de cinco mil millones con la República, ascendía en el mes de enero próximo pasado a cerca de veintiocho mil millones. Y la Deuda pública está a punto de alcanzar la cifra de sesenta mil millones. Comprenderéis, comprenderán todos, que un régimen así sólo puede sostenerse mediante el terrorismo y explotando el miedo al comunismo. Pero esos dos soportes concluirán. El terror no puede ser permanente y el horizonte internacional llegará a esclarecerse. Para combatir al comunismo sólo hay un medio: democracia en lo político y justicia en lo social. (Muy Bien. Aplausos) Y precisamente los que más hablan de combatir al comunismo están fabricando comunistas en serie. (Aplausos) porque lo que determina el extremismo social, no es el capricho de los hombres, sino las circunstancias económicas y sociales. Lo que ha creado y está creando comunistas y extremistas en todo el mundo, es la decepción de las masas ante la victoria tras una guerra en la que se prometía la libertad a todo el género humano. (Aplausos)

En esta situación de España y de su régimen, no piensa nadie en salvar la democracia ni la libertad, ni en ofrecer algún camino a estos ideales. En lo que se piensa en España es en salvar lo insalvable: el franquismo sin Franco, de que os he hablado tantas veces. Pues bien, ese propósito lo denunciaremos ante el mundo como una nueva falsedad, como otra abominable mixtificación más, y seguiremos combatiendo hasta que prevalezca la voluntad del pueblo español.

Pero para eso es menester unión, inteligencia, concordia, cordialidad entre todos nosotros los republicanos. Hay que combatir al adversario en vez de combatir al correligionario y al afín. Hay que trasladar el blanco del campo propio al campo enemigo. Ya se ha esgrimido demasiado la pluma como una piqueta y la lengua como una clava o una catapulta entre nosotros y contra nosotros. Basta de demoler y destruir. Es menester construir, edificar. Ello podrá parecer menos gallardo y menos propicio al aplauso de las multitudes habituadas a los espectáculos del circo y de las plazas de toros. Pero es más meritorio, más útil y es, sobre todo, lo que exigen de nosotros de consumo la República y España.

RECONOCIMIENTO A FRANCIA.-
MEXICO, SEDE ESPIRITUAL DE LA EMIGRACION ESPAÑOLA.

Y ahora, para concluir, unas palabras que me salen de lo más hondo de mi afecto a esta tierra mexicana, a la que desde hace años considero como mi segunda patria. El Gobierno republicano español tuvo que abandonar México para trasladarse a Francia, que ha hecho por nosotros y sigue haciendo cuanto le permite su delicada y difícil situación internacional, por lo que le debemos cordialísimo reconocimiento, en virtud de exigencias de aquellas horas que siguieron a la Liberación, y hubo de permanecer allí por conveniencias políticas de diversa índole. Pero nosotros los republicanos españoles siempre hemos considerado a México como nuestra sede espiritual. A la hospitalidad generosa dispensada por el pueblo mexicano a los emigrantes, se une la solidaridad política concedida por el Gobierno de México a los exilados políticos que tuvieron que abandonar la patria, lanzados de ella por la criminal insurrección y por la feroz violencia. Ello nos obliga a doble gratitud que nosotros proclamamos siempre, que yo proclamo en este momento una vez más. Justo es reconocer que nosotros hemos correspondido a esa hospitalidad y a esa solidaridad, no ya honrada, sino caballerosamente. Hemos trabajado y no nos hemos inmiscuído nunca en la política interior de los mexicanos como hicieron otros que llegaron y que, con la insolencia propia de quienes tienen en su país el privilegio y el monopolio de la palabra, han expuesto la pretensión de cambiar las instituciones de México a gusto y medida de la abominable dictadura española.
(Aplausos)

Cuando nosotros hemos defendido nuestros principios al defender nuestra causa, eran los principios de la Revolución Mexicana, y nunca pretendimos dar consejos a sus instituciones, que hemos respetado siempre y a las que yo saludo con toda reverencia en la persona del ilustre Presidente Alemán (Ovación). En vano se siembran celos y se difunden alarmas y se anuncian tempestades y se hacen campañas insidiosas para divorciar a la emigración republicana española de la sociedad y del Gobierno de México. ¡ En vano ! Tened la seguridad de que mientras en España subsista el régimen de Franco o exista otro cualquiera que no sea la expresión auténtica de la voluntad popular, México no variará su línea política. Nosotros tendremos en la bandera de México el mismo amparo y la misma protección que hemos tenido siempre (Fervorosos aplausos). En nombre de todos, expreso nuestra gratitud más profunda a los tres Presidentes de la República de México en estos últimos períodos : al general Lázaro Cárdenas, al general Avila Camacho y al licenciado Miguel Alemán (El Auditorio en pie, subraya las palabras del orador con aclamaciones de emocionada gratitud), cuyos nombres irán siempre unidos en el recuerdo de esta gran emigración que tengo delante, que a veces disputa, a veces riñe, porque para eso es una emigración española, pero que siempre, cuando se le toca en el corazón, responde a los altos designios que constituyen su gloriosa misión histórica. (Al terminar su conferencia, el señor Albornoz es aclamado con una ovación que dura varios minutos).

MANIFIESTO DE LOS REPUBLICANOS ESPAÑOLES

(De la Revista ESPAÑA CON HONRA - Mexico 1943)

Reproducimos este documento que en Agosto de 1943 lanzaron los representantes más destacados de todos los partidos republicanos españoles, a la opinión internacional.

Algunos datos del contexto internacional han cambiado de entonces acá, pues que la II Guerra Mundial terminó felizmente con la victoria militar de los Aliados, pero con su derrota moral, pues, que, desechada la Carta del Atlántico, no se hizo justicia a la República Española, como a tantos otros pueblos, lo que explica el clima de violencia permanente que caracteriza a la menguada paz del mundo contemporáneo.

Muchos de los ilustres firmantes han fallecido en el destierro, pero su pensamiento perdura sin que los años transcurridos le quiten actualidad.

La Restauración de la Monarquía - sustituida merced a la perfidia franquista por la Instaureción, todavía más inicua y abominable - además de seguir siendo una injusticia perpetrada contra el pueblo español, no será, ni puede ser el camino de la paz y reconciliación nacionales. La Instaureción de la monarquía franquista será una incitación a la revolución y a la guerra.

MANIFIESTO DE LOS REPUBLICANOS

En casi todos los países de Europa la monarquía fué la forma de gobierno del pasado. Lo mismo ocurrió en España hasta que perdió su arraigo en el espíritu nacional y acabó derrocada por un movimiento espontáneo de la opinión. En unas elecciones municipales, esencialmente administrativas, el pueblo manifestó su repulsión por la realeza.

Con anterioridad al 14 de abril de 1931, el pueblo había dado evidente pruebas de su desvío por la monarquía. La instaureción de la dictadura de 1923 no fué otra cosa que una maniobra defensiva del régimen monárquico, ante la oleada creciente de opinión adversa, provocada por muchos años de poder personal y caprichoso y agudizada y aumentada por los desastres militares de Africa en 1921.

Proclamada la República, se producen en España diversos movimientos de signo reaccionario, pero ninguno de ellos tiene como finalidad la restauración monárquica. Acción Popular y su Jefe, Gil Robles, Acción Nacional y su creador, Calvo Sotelo; Falange Española y su fundador, Primo de Rivera, son otros tantos partidos de derecha, conservadores o totalitarios, pero no monárquicos.

El ideal realista se refugia en el partido de Renovación Española, pequeño grupo de aristócratas y de amigos personales del rey destronado, sin arraigo en la opinión y sin influencia alguna, no ya en la política general, sino en la propia política de derechas. Este grupo expresó reiteradamente sus coincidencias ideológicas con el nacionalsocialismo alemán y con el fascismo italiano. Durante la República, los pocos españoles que confesaban su fe monárquica aceptaban como único símbolo de ella un rey abúlico y oscuro que se sometiera a los dictados de un régimen totalitario.

Se trata ahora de restaurar una monarquía que, al reafirmar la neutralidad española, desvincule a nuestro país de los compromisos contraídos por los monárquicos primero, y por el general Franco, más tarde, con Italia y con Alemania. Vendrá, además, a liquidar las responsabilidades criminales contraídas por Falange y a encubrir con la impunidad sus actos de crueldad fría y de sadismo refinado, perfectamente individualizables. La monarquía no podrá vivir en España en régimen de libertad y de democracia. Entronizada sin el apoyo popular por algunos de los generales que se rebelaron contra la República, por el alto clero y por ciertos grupos financieros, tendría que servir los intereses de estas minorías audaces. El desequilibrio entre esos egoísmos y los generosos afanes de evolución renovadora de la inmensa mayoría de los españoles obligarían al Gobierno del rey a mantener siempre tensos los resortes represivos, con el riesgo de ser desbordado a la menor laxitud.

Para los españoles, la representación de la monarquía borbónica ha sido beligerante en la guerra desencadenada sobre su suelo. Los monárquicos prepararon la rebelión contra la República y las libertades de Cataluña y Euzkadi de acuerdo con Mussolini. Alfonso XIII se apresuró, desde el destierro, a testimoniarse su adhesión entusiasta. El candidato actual, supuesto símbolo de la pacificación futura, vino al territorio nacional, vestido de falangista, a ponerse a las órdenes del general Franco, en contraste con la neutralidad que observa en la actual contienda, a pesar de su condición de oficial de la Marina británica.

A la República española abatida se le ha arrebatado su territorio por fuerzas extranjeras, sin anular por procedimientos democráticos su evidente legitimidad. Tiene un derecho elemental, ganado por sus sufrimientos, su sacrificio y su ejemplo, a ser árbitro exclusivo de su política de pacificación futura.

Es una democracia más en el conjunto de cuantas hoy luchan en el mundo por la libertad de todos los pueblos.

Cualquier solución al problema español, con transgresión de los principios de la Carta del Atlántico, valedera para los españoles que lucharon por la libertad, aunque no se cumpliera por los mismos países que son sus autores, llevaría consigo los gérmenes de una guerra civil, cuyas responsabilidades nos apresuramos de declinar.

La coincidencia de los términos de esta declaración fija ante la opinión universal el pensamiento de todos los partidos republicanos sobre una posible restauración monárquica, hábilmente impuesta desde el extranjero, sin la menor consideración al dolor y a las esperanzas de España.

México D.F. Agosto 1943.

Por Acción Republicana Española: Diego Martínez Barrio, Mariano Ruiz Funes y Bernardo Giner de los Ríos; por Izquierda Republicana (Ateneo Salmerón): Pedro Vargas, Miguel Granados y Manuel Pérez Jofre; por Unión Republicana, Félix Gordón Ordás, Fernando Valera, y Alvaro Pascual Leone; por el Partido Federal (Ateneo Pi y Margall), Eugenio Arauz, Francisco Cantos y Juan Perea; por Esquerza Republicana de Cataluña: José Andreu Abelló, Antonio M. Sbert, Martín Rouret; por Acció Catalana: Pedro Bosch Gimpera y Ramón Peypoch; por la Juventud Republicana: Jesús Bernárdez.

Nota.- El presente manifiesto fué remitido, invitándoles a firmar, a los partidos Unidad Republicana Española y Partido Nacionalista Vasco.

He enseñado esto, enseñado
por Valera, a San Jerónimo; me
dice éste, de volviendo de él,
que "... pero que por lo tengo."

29

DECLARACIONES DEL PRESIDENTE DEL GOBIERNO REPUBLICANO ESPAÑOL EN EL EXILIO DON FERNANDO VALERA CON OCASION DE LOS ACONTECIMIENTOS POLITICOS DE PORTUGAL.

El 11 de Febrero próximo pasado, el leader socialista portugués exiliado, Mario Soares asistía emocionadísimo, como invitado de honor al banquete conmemorativo de la Primera República Española en el CERCLE REPUBLICAINE DE PARIS, durante el cual el Presidente Don José Maldonado pronunció un importante discurso político.

Poco podía sospechar mi buen amigo Mario Soares que dos meses después sería recibido triunfalmente en Lisboa por el propio Jefe Militar Sr. Spínola que ha derribado en veinticuatro horas la Dictadura cincuentenaria de Salazar-Caetano, la más antigua de las estructuras fascistas de la Europa meridional, que, en opinión de los escépticos, parecía más consolidada que la del General Franco, pues que carecía de oposición apreciable y organizada.

Sirva ello de lección y de estímulo a los republicanos españoles. Ningún régimen dictatorial es fuerte. Sus arquitecturas políticas son siempre auténticos castillos de naipes expuestos a derrumbarse en el momento menos pensado, a un simple papirotazo del destino imprevisible. ¿Dónde fueron las manifestaciones multitudinarias, los simulacros de elecciones que durante cincuenta años dieron al régimen salazarista las apariencias de un apoyo popular? ¿Dónde la policía política la famosa PIDE que actuó como una camisa de fuerza con que asegurar indefinidamente la sumisión del desventurado pueblo portugués? Todo era pura apariencia. Y es que no hay instituciones sólidas y estables si están vacías de pueblo, como lo estaban las de Portugal, como lo están las de Franco y las de los Coroneles griegos.

Sólo la democracia y la libertad son de veras fuertes, autén-

ticas, vigorosas, estables. Para expulsar de España a las Instituciones republicanas en 1939, hubo menester la rebelión de los aguerridos Ejércitos africanos del General Franco, la intervención de soldados, tanques y aviones portugueses, italianos y alemanes, la vergonzosa y cobarde no intervención de las democracias occidentales y la no menos vergonzosa claudicación de la Sociedad de las Naciones, y con todo la República resistió casi tres años de horrenda y heroica guerra civil; porque las Instituciones republicanas estaban - y están a los treinta y cinco años de destierro-, llenas de pueblo.

El régimen franquista, a pesar de sus crímenes y sus cárceles se desmoronará, como se ha desmoronado su homólogo portugués, en unas horas, cuando suene la campanada del destino. Como se desmoronó la Monarquía de Alonso XIII, "sin que hubiera un piquete de soldados dispuesto a defenderla ni una fuerza social dispuesta a levantar un blocao para dar un aroma de pólvora y de humo a su caída". Estas palabras son de las Juventudes Falangistas y se publicaron en su portavoz ARRIBA.

Mi amigo Mario Soares ha mantenido durante los últimos años, desterrado en Francia, casi como un solitario, en íntimo y fraterno contacto con los republicanos españoles, la bandera de la libertad de su pueblo. Más de una vez hemos ocupado la misma tribuna. Mi viaje a México en este inolvidable mes de Abril, obligó a aplazar hasta mi regreso un acto público en que Mario Soares y yo habíamos de explicar las relaciones presentes y futuras de las democracias portuguesa y española. Y he aquí que, de súbito, el exiliado político se convierte en primérisima figura de la escena política lusitana.

La República española cuenta con un movimiento de opinión mucho más denso, profundo y fervoroso, en España y en el extranjero.

ro; cuenta con un estatuto diplomático internacional vigente, con un impulso popular que sería irresistible si no lo dispersara y debilitara la variedad y riqueza de sus múltiples y contradictorios matices ideológicos, políticos y sociales. El día menos pensado, de pronto, -como se vió en México el 21 de Abril al conmemorarse la II República- se producirá la unidad de pensamiento y de impulso, en torno a los principios esenciales del ideal republicano, coincidiendo con la imprevisible, pero ineluctable, coyuntura histórica favorable.

Y aquel día, en un abrir y cerrar de ojos, las aparentes instituciones franquistas se desinflarán, como un globo pinchado, y las instituciones republicanas, ni abolidas ni disueltas, se llenarán clamorosamente de pueblo. Y el mundo verá con asombro la restauración de la libertad en la Patria que ha dado a la humanidad lecciones de democracia y de civismo, como el Compromiso de Caspe, como las Comunidades de Castilla, como las Cortes de Cádiz y como la Instauración de las dos gloriosas Repúblicas de 1808 y 1931.

Otrava

Querido Duro:

En efecto, el Sr. Kuiswiger tiene ²⁹ ciertos
parecidos conmigo - o yo con él -. Con quien
tiene un parecido anónimo es con
FERNANDO VALERA * U

mi hermano Salvador (q.e.p.d.). Cuando
te veo en la televisión me parece que
estoy viendo a mi hermano.

Regreso apenas de Venezuela a donde
he oído de nuevo ruido. Velebré 5 cetas

públicos, 2 charlas televisadas, no sé cuántas
entrevistas de prensa, e infinitas reuniones,
comidas y pláticas entre ellas la que mo-
tivó mi viaje, con el Presidente C. A. P.

Vuelvo fatigado, pero contento. ¡Que
ha de estar nuestra nuestra República!
Si todos tuvieran la misma fe y entusias-
mo que yo.....

Un abrazo

B. Valera



REPÚBLICA ESPAÑOLA

PRESIDENCIA DEL GOBIERNO

30

INTERNATIONAL
Herald Tribune

Published with The New York Times and The Washington Post

Page 4—Friday, March 22, 1974 *

— Letters —

More on Basques

As an American living in the Basque provinces of Spain, I cannot allow Mr. R.J. Carrington's inaccuracies (IHT Letters, March 9-10) to go unchallenged.

Since he is so attentive to the Fourth Estate's wording I must call attention to his own in which he identifies Basque liberation with Basque separatism and with terrorism. According to this logic, liberation equals separatism equals terrorism. The fallacy should be obvious.

The Basque population as a whole suffers lesser restrictions than in the past when the use of their language was forbidden entirely. However, it is difficult to congratulate oneself for being allowed to speak one's own language in the street when scores of concerts and purely cultural events are canceled because they are deemed "potentially subversive," when any demonstration of pride in one's heritage is interpreted as a first step towards revolution, when parents who baptize their children with Basque names find the names automatically translated into Spanish on official birth certificates, and when innocent people are held in prison without trial merely for their family relationship or friendship with political activists.

These are merely the restrictions which I have personally witnessed. Those I have heard about from reliable sources are far more numerous. I assure Mr.

Carrington that a desire for liberation in the Basque provinces is not limited to the small percentage who resort to terrorism.

Do we so take our basic human rights for granted that we can only define liberation as terrorism? I invite Mr. Carrington to live here for a few years as I have so that he may prove to himself that "notorious restrictions" do indeed exist in the richest provinces of Spain.

X. A.

Bilbao, Spain.

Querido Grupo:

*Por si les hubieran pasado un día
veridas estas rimadas palabras de
un exponente del H.T., se les
recuerda y en un*

Mu abraço

J. Vale

Presidencia
del
Consejo de Ministros

35
== C A R T A de M A D R I D ==
=====

Recibimos est carta al mismo tiempo que la prensa española registra el hecho de que más del 70 por ciento de los electores se han abstenido de votar en las elecciones, ya de por si restringidas, a consejales representantes del Tercio Familiar en el Ayuntamiento de Madrid. ¿Caben más claras evidencias de que la inteligencia y la opinión pública madrileñas, están en su inmensa mayoría alejadas del Régimen fundado en los principios inmutables del Movimiento, de su Caudillo y de su Príncipe ?-

Madrid, 20 Noviembre 1.973

Excmo. Sr.D. Fernando Valera
Presidente del Gobierno de la República, en Exilio
Paris.-

Querido amigo : Al referir a nuestro común amigo F.S.L. lo visto y oido por mi, con motivo del homenaje a Don Santiago Ramón y Cajal, opinó que le agradaría a Vd. conocerlo directamente como "apuntes para la historia". Esas fueron sus palabras. En vista de ello, se lo transmito a Vd. fielmente.

Excelentes enseñanzas del homenaje a Cajal.-

Por estar unido a la memoria afectiva de Don Santiago Ramón y Cajal, a quien tuve el gusto y honor de tratar, cuando explicaba mi asignatura en el "Colegio de Huérfanos de Médicos", asistí al homenaje que a finales de Octubre se tributó en el Salón de Actos del Colegio de Médicos de Madrid, situado en el antiguo San Carlos, perfectamente restaurado y acomodado por la clase médica, al cariñoso recuerdo de aquella figura extraordinaria.

Presidió el acto Don Teófilo Hernando, el cual fue un buen discípulo de Don Santiago, y que lleva con singular gallardía, ejemplar dignidad y hasta talante deportivo sus luengos años y múltiples méritos. El hizo la presentación de los doctores Severo Ochoa Albornoz y Lorente de No, los cuales han venido expresamente desde Norteamérica para rendir un cordial homenaje a la figura científicamente señera y altamente ejemplar de Don Santiago Ramón y Cajal.

Comenzó Severo Ochoa Albornoz por lamentarse de no haber podido disfrutar del magisterio directo de Don Santiago, ya que un año antes de acceder él a la asignatura que el Sr. Cajal explicaba, hubo éste de jubilarse. Pero, recalcó "sus enseñanzas y ejemplaridad despertaron vivamente en mí y contribuyeron a fomentar la vocación a la que vengo consagrando mis trabajos, y en los que fueron mis principales mentores el Doctor Don Teófilo Hernando, que nos preside, y el sabio Doctor Don Juan Negrin". La aprobación de tal reconocimiento fue una gran salva de aplausos.

./....

Ostensiblemente emocionado, rememoró el Doctor Lorente de No, las enjundiosas lecciones de su inolvidable maestro Don Santiago, a las cuales, dijo, debo el poder ostentar hoy en Norteamérica el cargo de director de uno de los mejores Institutos Histológicos; y añadió, subrayándolo bien: "Así honro a la vez a mi excepcional maestro y a España, como lo hacen en varios aspectos bastantes exiliados". El aplauso aprobó esas palabras unánime y calurosamente.

"¿Por qué - se preguntaba el Doctor Lorente- no se frecuenta y aún enriquece el camino real trazado por nuestro inconmensurable y ejemplar sabio?. Yo estoy seguro -se contestó él mismo- que la veta no se ha agotado, ni mucho menos, pues nuestra raza es extraordinariamente rica en cualquier aspecto del humano valor. Es que, lamentablemente, recalco, el ambiente no resulta todavía propicio al desarrollo intelectual en toda su necesaria, libre y eficaz intensidad".

Con una fuerte evocación y cálidos vivas a Don Santiago Remón y Cajal y a sus mejores discípulos y continuadores se dió por terminado el acto.

Me place, no obstante recoger, como acertado colofón, dos anécdotas, una presenciada por mí y otra que me fue referida por un médico amigo. La primera fue así de expresiva. Estando tomando una cañas en el bar del Colegio, a renglón seguido del homenaje, se acercó al Doctor Lorente, un tanto aparatosamente, cierto colega suyo de Madrid y, pretendiendo abrazarle, le dijo: "¡Hay que ver el tiempo que hace que no te veo!"

"El mismo tiempo que yo a tí, le replicó Lorente: Desde que me tuve que exiliar de España."

"¿Y que te haces por Norteamérica?"

"Ya lo sabrás: honrar a España, consagrado por entero a la Histología, como en otras labores también importantes realizan bastantes cerebros hispánicos."

Con el paladeo de tan maña lección aún en los labios, tuve la satisfacción de oír a un compañero del señor Ochoa Albornoz el siguiente relato :

"Cuando de vuelta de Norteamérica visitó Ochoa por primera vez Luarca, su pueblo natal, estaba yo allí ejerciendo la medicina, y, ciertamente, me desagradó verle aparecer, rodeado del Gobernador de Oviedo y algún otro capitoste falangero; pero, apenas varias "mulleres", al reconocerle, exclamaron ¡pero si es Severo Ochoa!... El les dijo :

"¡Os acordáis de mí!, pues yo os llevó aquí, -señalando el corazón-; y también llevo aquí aquello", marcando con su dedo hacia el altozano, donde se sitúa el cementerio, en el cual sacrificaron a muchos paisanos de él los dichosos nacionales, en cuanto dominaron aquel pueblo.

Y añadido yo, si unimos a ese rasgo lo que sucedió en Madrid en una de las conferencias dadas por Severo Ochoa Albornoz en Investigaciones Científicas, la única a que se le ocurrió asistir a Franco, queda bien aureolada la estampa de ese prócer de la inteligencia.

Se corrió por todo Madrid -y lo pudimos confirmar por mediación de algunos conocidos serios que estuvieron presentes- que el digno Premio Nobel de Ciencias empezó de esta manera su Conferencia: "Señoras, señores: Como el tema es muy denso y el tiempo de que dispongo no es mucho, no puedo andar con preámbulo alguno. Diseñaré, pues, en la pizarra el cróquis de lo que pienso desarrollar". Así lo hizo y continuó su disertación con una gran serenidad y aplomo, aunque Franco se retiró pronto.

Aproveche estas líneas, mi querido amigo, como bien le parezca, y yo me daré por muy satisfecho con que le hayan hecho pasar un buen rato.

Mis amistosos respetos al Sr. Presidente de la República; un cariñoso saludo a cuantos ahí colaboran en la Causa Republicana y para Vd. un abrazo.

R.S.M.
rubricado

FERNANDO VALERA

Homme de Lettres

26, rue des Plantes, 75014 PARIS
Tél. 734-53-46

78

París, 26 de Enero de 1974.

~~Estimado~~ Sr. D. Manuel de Guayo

Estimado compatriota y amigo:

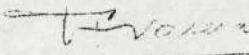
El día 11 de Febrero próximo se clausurará el año conmemorativo de la Primera República Española, que se abrió por Decreto del Gobierno de la República en el Exilio y que ha sido secundado con entusiasmo en todo el mundo.

A tal efecto, hemos organizado una cena amistosa de republicanos que tendrá lugar el citado día 11, a las 20 horas, en el Cercle Républicain de París, 5 Avenue de l'Opéra, bajo la presidencia del Excm^o. Sr. D. José Maldonado y con la asistencia probable de los Embajadores de México y Yugoslavia y de algunas personalidades francesas pertenecientes a la Orden de Liberación de España. El precio del cubierto será de 36 francos.

Siendo el número de plazas limitado, ruégole me diga a la mayor brevedad si desea concurrir a esta reunión, remitiendo el importe de los cubiertos que le hayan de ser reservados, antes del día 7 de Febrero, a la dirección de :

M. Antonio Alonso Baño.
C.C.P. n^o 19619-06 Centre de París.

Esperando sus noticias, le saluda cordialmente.



Fernando Valera.

*P/g. la recepción de la Embajada de México, se aplaza
algunos días por estar en obras el salón de recepciones*

Vale

CENTENARIO DE LA PRIMERA REPUBLICA

Alocución de Fernando VALERA

Dados la dispersión del exilio, las circunstancias difíciles de nuestros correligionarios en el interior, la carencia de dispositivo de trabajo, la penuria de recursos y la importancia de esta conmemoración, el Gobierno, siguiendo el ejemplo de lo hecho por México para recordar al benemérito de las Américas, Benito Juárez, ha querido abrir el plazo dilatado de un año, declarando el actual de 1973 conmemorativo de la Primera República, a fin de que nuestra España, la del interior y la del destierro, tengan tiempo de sacar todo el fruto y enseñanza que pueden procurarnos el estudio, conocimiento y ejemplaridad de aquel excepcional acontecimiento histórico.

Porque solo el conocimiento de la historia forja la conciencia de los pueblos y desarrolla su madurez política. Sin continuidad no hay experiencia, sin experiencia no se crea una tradición, y sin tradición no puede haber estabilidad republicana ni progreso social y político; cada episodio revolucionario, como viene pasando en España desde hace ciento sesenta años, aislado de los precedentes, no pasará de ser una improvisación ingenua sin perspectivas de consolidación posible.

En el tomo II de las OBRAS ESCOGIDAS de Mao Tse Tung, editado en Pekín, por cierto en muy correcto castellano, leo que dirigiéndose a sus correligionarios, en octubre de 1938, el maestro y guía de la República Popular de China enseñaba: "Un partido que dirige un gran movimiento revolucionario, sin teoría revolucionaria, sin conocimiento de la historia, sin una profunda comprensión del movimiento, en su realidad, nunca podrá obtener la victoria". Y el filósofo Santayana habla escrito que los que ignoran el pasado están condenados a vivirlo siempre de nuevo.

Es la falta de continuidad de nuestra historia republicana lo que ha impedido que se creara una tradición de la libertad. Solo los ciegos de escepticismo, que son los más ciegos de todos los ciegos, pueden desconocer que hoy, en la España del silencio, está germinando soterrada una nueva mies liberal y republicana. Desgraciadamente, poco sabe de nosotros ni de las generaciones liberales que nos precedieron. De manera páfida y habilísima se ha cultivado durante la prolongada tiranía la ignorancia y aun la adulteración de lo que fue el republicanismo histórico. Al que todos o casi todos los que fuimos jóvenes rebeldes en 1931 pertenecemos ya, porque a él nos ha ido incorporando el triste privilegio de los años; el republicanismo histórico que tiene su martirologio y su hagiografía, sus ejecutorias nobilísimas, sus héroes y sus maestros, más también una caudal de experiencia acumulada en la lucha y en el destierro, y un tesoro de tradiciones patrióticas, de todo lo cual ha dado somera, pero escogida y enjundiosa noticia, el mensaje de Julio Just, con tanta emoción leído por Constantino Alvarez.

Y yo comento: si por efecto de esas rupturas de la continuidad que aíslan entre sí los breves amaneceres de libertad, sumergidos en prolongadas noches de tiranía, la nueva generación liberal y revolucionaria no puede, no sabe o no quiere beneficiarse de nuestro dolor, de nuestra experiencia, ni del dolor y la experiencia de nuestros padres y abuelos, su destino será perderse una vez más, por los mismos pecados de ingenuidad o de impaciencia, en la manigua de una demagogia estéril, desarticulada, vocinglera, para sufrir finalmente la siega implacable de la prisión, del patíbulo o del destierro.

LOS GRANDES PRESIDENTES: DON ESTANISLAO FIGUERAS

Hasta los monárquicos, cuando sinceros e inteligentes, tienen que inclinarse ante la grandeza moral e intelectual de nuestros presidentes, si bien para sacar la peregrina consecuencia de que, puesto que, siendo evidente la buena voluntad, la rectitud y el talento de los dirigentes republicanos, ellos no pudieron evitar lo que el Conde de Moticón en un reciente y notable artículo publicado en LA VANGUARDIA de Barcelona llama "el gran fracaso", parece lógico deducir que la República no es régimen que convenga a España. Total, para rehabilitar a unos hombres, se extiende el certificado de cerrilidad connatural e irremediable de nuestro pueblo.

Años atrás era el Conde de Romanones quien reconocía la gran elevación que tuvieron los debates de las Cortes revolucionarias de 1869, que desembocaron en la Primera República. Comentando el debate constitucional, en que intervinieron Olózaga, en defensa del régimen monárquico y Figueras y Castelar en pro del republicano, Romanones ha escrito: "Después de este magno debate, se han discutido en las Cortes otros dos proyectos de constitución: el de 1876 y el de 1931. Podrá ser achaque de viejo creer que todo tiempo pasado fue mejor, pero aconsejamos a quienes dispongan de reposo que lean y comparen las tres discusiones, y luego juzguen".

El propio Romanones, ha trazado este retrato del primer presidente republicano, D. José Figueras: "Catalán de pura cepa... de ojos grandes y negros,

expresivos en su gran bondad; la frente espaciosa, correctas las facciones, alto y recio; lástima que el teñirse de negro endrino su recortado bigote, le restara distinción". "Reposado de ademanes, quedo en el hablar, dominando a la perfección el habla castellana que pronunciaba con ligero dejo catalán, poseía la rara virtud de ser muy avaro de su palabra; a esta condición debió sus mayores triunfos en el Parlamento y en el foro". "Sus discursos, aun los más duros en el fondo revestían tonalidades de suavidad y consideración al adversario; al clavarle el puñal hasta el pomo, de sus labios no desaparecía la sonrisa bonachona". "Figueras tuvo siempre gran número de amigos, y aun cuando al final de su vida, cuando ya nada podían esperar de él, los perdió todos, como sucede siempre murió sin conocer un solo enemigo". Y no por las mismas razones que el dictador Narváez quien, al momento de morir, como su confesor le pidiera que perdonase a todos sus enemigos, replicó: "Yo no tengo enemigos. Los he matado a todos".

--Y don José María Torres y Miarnau, en un notable discurso editado en 1907 por el Ayuntamiento constitucional de Barcelona, discurso pronunciado el 22 de mayo de 1906 en el Salón de Ciento, con motivo de colocar el retrato de Figueras en la Galería de Catalanes Ilustres, completaba el diseño con estas palabras: "Dotado el señor Figueras de talento clarísimo y de envidiable golpe de vista, la autoridad de su consejo y la importancia de su opinión fueron siempre reconocidos. Hombre de Parlamento, tuvo como signos característicos de su elocuencia

la oportunidad en las réplicas, la prontitud en apoderarse del flanco de sus adversarios, y la brillantez en la exposición de los hechos. Su bondad se imponía, su talento se enseñoreaba del auditorio, y su enérgico acento completaba su triunfo". "Lástima —añade el señor Torres Miarnau—, lástima grande que tan relevantes dotes no se vieran completadas por una superior energía de carácter, porque esto hubiera evitado su misteriosa desaparición del poder, objeto de tan graves comentarios". "¿Falta de energía, de carácter —me pregunto yo— o exceso de bondad, acusado sentido de la rectitud y responsabilidad, y ejemplar abnegación, capaz de inmolar su persona en aras de la causa republicana? Vamos a verlo, brevemente.

Porque Figueras había dado reiteradas pruebas, no ya de valor personal, sino de temeridad, en conspiraciones, revoluciones, cárceles y destierros. En las Constituyentes de 1854 fue uno de los veintidós diputados a quienes no arredró el votar contra la monarquía. Más, en aquellas mismas Cortes, se atrevió a condenar también públicamente el regicidio frustrado del cura Merino contra Isabel II, desafiando la hostilidad de sus correligionarios exaltados, que nunca faltan, para quienes nadie es revolucionario sin truculencia, ni izquierdista sin insensatez.

En las Cortes del 69, sólo él osó enfrentarse con el general Prim, que le temía, recogiendo las intenciones atribuidas al general de que aspiraba a convertirse en César. Y fue en aquel debate, replicando a Figueras, cuando Prim pronunció el famoso discurso de los tres jamases: jamás, jamás, jamás, volverá a sentarse en el trono de España la raza espúrea de los Borbones.

Cuando el guerrillero federal Guillem, compañero de Paül Angulo y Fermín Salvochea, cayó atravesado por las balas de las fuerzas del orden en la serranía de Ronda, Figueras increpó al gobierno acusándole de amparar a los asesinos. Y como Sagasta, ministro de la Gobernación, le exigiera airado que diese el nombre de los asesinos, —"el asesino —replicó Figueras— ha sido el coronel Luque"—, que tenía fama de muy bravo. "Y al hacer esta acusación de fuera de la Cámara el cuerpo entero, quedando a disposición de quien acusa". Apóstrofe parejo en arrogancia al de Salmorón, cuando dirigiéndose al general Martínez Campos, le dijo: "Ceñís espada, fundida en los favores de la Corte, más no templada en el campo del honor".

En la famosa carta de 3 de noviembre de 1873 en que Figueras explica a un amigo las causas de haber abandonado la presidencia del Poder Ejecutivo, él mismo relata con gran llaneza otro episodio que testimonia su gran valor personal, en ocasión del incidente promovido por el general Pierrad: "Fue Pi encargado de formar nuevo gobierno. Presentóse a las Cortes donde todos los ambiciosos, aquellos que se vieron defraudados en sus esperanzas, los discolos, los envidiosos, hallaron ocasión de discutir, denigrando al nuevo gobierno. Levantéme yo a defenderlo, en cuyo acto se revolvió contra mí el general Pierrad, a quien sólo di una guantada, pero tan fuerte que lo puso fuera de combate".

Estos episodios, y luego su abandono de la presidencia, comenta Romanones, "demuestran cuán distintas cosas son el valor personal y el valor cívico: de este último careció siempre Figueras".

Y en otro lugar, tratando de explicarse esa paradoja: "Se asustaba de ser considerado como autoritario, como se han asustado tantos gobernantes en nuestra patria, cuando gobernar sin ser autoritario, no es gobernar".

Pero Romanones ignora que puede haber otros móviles más nobles que la supuesta falta de sentido autoritario, tales como la noción de responsabilidad y la fidelidad a los compromisos contraídos con la opinión pública. Romanones olvida que había sido él, Figueras, quien el 11 de febrero había tenido el honor de anunciar al país el advenimiento del régimen republicano, limpio de sangre, como el 14 de abril de 1931, con estas palabras que para él eran su compromiso con la patria y con la historia: "La República es el Iris de Paz, que anuncia a España una era de felicidad, de libertad y de orden".

No tengo yo aquí espacio ni holgura para hacer un minucioso análisis de ese contraste entre el probado valor personal y la pretendida carencia de valor cívico de Figueras; sólo afirmo que mi profunda meditación sobre el caso me ha llevado al convencimiento de que aquella decisión tan discutida de abandonar la presidencia fue un acto moral de altísimos quilates, porque precisa un valor cívico excepcional para hacer el sacrificio silencioso de una vida, de un nombre y una situación en aras de la patria y de la República.

Si se ha podido decir que Salmorón simbolizó el ideal de justicia, Pi y Margall la libertad, y Castelar el sentido de gobierno, bien ganada tiene Figueras la ejecutoria de símbolo y ejemplo de la abnegación. "Jamás he visto ningún hombre tan dispuesto al sacrificio" le decía su coetáneo y correligionario Fernando González.

Cuando por razones de discrepancia con las personas y con la evolución de las Cortes republicanas hacia un extremismo que él consideraba inadecuado a la realidad social del país, prematuro y peligroso para el porvenir del régimen, se convenció de que si quería volver las cosas a su designio inicial, tendría que producir una escisión en las filas republicanas, él, que había sido el jefe y guía de todos, el piloto de la navegación que llevó la nave a puerto, prefirió hundirse en la soledad, la incompreensión y el silencio, aún a riesgo de que la historia le tildara de débil y cobarde.

¡Ah!, si en 1973 D. Alejandro Lerroux hubiera tenido la misma abnegación de que en 1873 dio pruebas el presidente Figueras, y hubiera sabido eclipsarse —temporalmente—, antes que dividir las fuerzas republicanas en las Cortes Constituyentes...! Quizás no tendríamos que conmemorar hoy la Primera República, en el exilio.

Figueras escribía, pues, con justicia, en su carta ya citada: "Creo sinceramente que éste es el acto más grande de mi vida: sacrificé a sabiendas mi reputación, arrojando a la calle una vida pública de más de treinta años".

D. FRANCISCO PI Y MARGALL

Y permitidme ahora unas breves pinceladas para evocar, en lo esencial, las figuras señeras de los otros tres presidentes:

Tanto el Conde Romanones como el de Matricó, como cuantos se han asomado a la obra de Pi y Margall, reconocen que ha sido un fundamental pensador político. Su doctrina es el monumento más original y universal que ha producido España para establecer la sociedad y el Estado sobre el cimiento de la libertad y dignidad del hombre. En efecto, sin ciudadanos respetados en sus derechos y respetuosos con los derechos de los demás —que son los deberes de cada uno— no hay Municipios libres, y sin Municipios libres no hay regiones o nacionalidades

autónomas, y sin nacionalidades autónomas voluntariamente federadas en una comunidad superior, no hay nación soberana ni república democrática. El principio de la sociedad, y su fin, es el hombre.

Por eso en la nonnata Constitución republicana de 1873, inspirada en los principios pi-margalianos, Constitución que ni siquiera llegó a promulgarse, por haberse anticipado el golpe de estado del general Pavía, la institución primera de que todas las demás derivan es el Título consagrado a la declaración de los derechos humanos, no sólo inalienables e imprescriptibles, sino anteriores y superiores a los Poderes del Estado.

El pensamiento político español no ha producido nada más opuesto a las concepciones totalitarias del siglo XX, ha escrito don Alvaro de Albornoz. En cierto modo su filosofía es hermana —y precursora a veces— de las de Proudhon y Bakunin, lo que explica la admiración que hacia Pi y Margall sienten todavía los libertarios y anarquistas españoles.

Pero además de una doctrina, Pi y Margall fue una vida y un ejemplo. Así, cuando por efecto de la corrupción y torpeza administrativas de la Corona, por efecto también de la evolución natural de las cosas que quiere que el destino de toda colonia sea independizarse un día de la metrópoli, y por efecto, en fin, de la solapada intervención de Estados Unidos fomentando y subvencionando la rebeldía contra España, se desencadenaron las guerras de Cuba y Filipinas, Pi y Margall, desafiando el histerismo patriótico insensato de las turbas, defendió primero la autonomía de las colonias, cuando aún era tiempo; luego, la independencia. "Todo el furor de la plebe, lo mismo la aristocrática que la democrática, se volvió contra el apóstol republicano que ponía las figuras de los guerrilleros Maceo y Rizal por encima de los opresores y corruptores de su patria", ha escrito Don Alvaro de Albornoz.

Antes, siendo presidente del Poder Ejecutivo de la República, su ministro Gustavo Sorni había decretado la abolición de la esclavitud de los negros en Cuba, y preparado el Estatuto de autonomía de las colonias. Como de costumbre en ocasiones semejantes —las recientes guerras de Argelia y del Vietnam sirvan de ejemplo— la insensatez, la codicia y la ignorancia, disfrazadas de patriotismo, proclamaron a coro que aquello era la disolución de la patria, y se revolieron contra el verdadero patriota, y le calumniaron. Toda su vida soportó con grandeza de su alma estoica las calumnias con que le honraron de momento todos cuantos después han tenido que rendir pleitesía a su rectitud inmaculada y a su clara inteligencia.

Ved estas palabras que parecen escritas para nosotros, y datan de casi un siglo: "Lleva hoy la nación, del freno, un gobierno de hecho que ni siquiera se ha tomado el trabajo de buscar en los comicios la legitimidad del poder...", un poder "no obtenido legalmente ni en buenas condiciones de guerra, sino de modo artero y páfido".

A los que cuando habían libertades republicanas y estaban para todos abiertos los caminos de la ley, no cesaban con su impaciencia de promover subversiones estériles, les dice: "Su insurrección ha engendrado un mal mayor y franqueado el paso a la reacción que no podía menos de ser origen de otros males. Han sucumbido y arrastrado en su caída la República. Aprendan ahora a ser más prudentes. Convénzanse de que el derecho de insurrección acaba donde el reinado de la libertad empieza. Veán cómo no se falta nunca impunemente a las eternas leyes de la justicia".

A los que, después de haber

(Sigue pág. 6)

CENTENARIO DE LA PRIMERA REPUBLICA

(Viene de la pág. 5)

asaltado la República y confiscado el Poder, se aprestaban a perpetuar su despotismo al arribo de una monarquía restaurada, les advierte que "en efecto la dictadura es un poder deleznable y vano como todo lo que no descansa en la tradición, ni en el derecho, ni en la fascinación que producen la grandeza y la gloria"; pero que "la monarquía, aunque de momento podría resistir por más tiempo el choque de las ideas y aun a los bravíos ímpetus de bandos acosados por el odio y unidos por la venganza, terminaría desencadenando la guerra y la revolución que la derribaría". "Suya será la responsabilidad, no nuestra. Suya por entero la ignominia".

Y ante la perspectiva de esa restauración monárquica, arenga a los combatientes de la libertad: "No imitemos a pueblos que, a la vista del enemigo, tiran con desdén las armas. Tomémoslas y aun exijámoslas para la defensa de la patria. Blandámoslas contra todo el que intente volvernos a tiempos que pasaron, bien sean los de la monarquía constitucional, bien los de la monarquía absoluta".

Y los que sabemos permanecer fieles a los principios republicanos y seguimos impertérritos la senda del deber, preparando la futura alborada de la libertad, nos reconforta: "No desmayen, sin embargo, los que sientan aún en sus almas el amor a la Federación ya la República. Los hombres mueren, las ideas quedan. No ha logrado matarlas jamás ni la traición, ni el hierro, ni el escándalo, ni siquiera los crímenes cometidos a su sombra. Viven más que los vencedores; y aun vencidas, miran el trono de los que creen estar sentados sobre sus ruinas. Como el germen de las plantas, brotan a través de la misma tierra que se les da por sepulcro".

DON NICOLAS SALMERON

Encarna mejor que nadie, quizás por su propia vocación jurídica, la idea española de la igualdad, fórmula suprema de la justicia, ha escrito Albornoz. "Por eso comprende mejor que todos los hombres de su tiempo el nuevo movimiento social".

"Cuando los estadistas más ilustres de Europa sólo ven en la Internacional falanges de asesinos que llevan el puñal en una mano y en la otra la tea incendiaria, Salmerón, todavía un mozo, saluda en la Internacional las nuevas ideas de libertad y justicia". "Nadie, ni siquiera en la izquierda, comprendía. El propio Castelar abominaba de la barbarie asiática, del comunismo primitivo, que personificaba en Bakunin del cual hacía con su magnífica elocuencia una pintura entre grotesca y maravillosa. Y fue en aquella Cámara, donde Salmerón pronunció, en medio del asombro de los viejos parlamentarios, el famoso discurso que hizo inmortal su nombre. La Internacional, con todas sus abominaciones, a pesar del comunismo, representaba el derecho nuevo. Y lo que había que hacer frente de la nueva realidad social no era fulminar anatemas, sino crear el nuevo instrumento jurídico que fuese preparando el organismo de la igualdad".

"Lo que hace a Salmerón es la pasión de la justicia. Sólo la justicia como sentimiento puede llevar a la justicia como idea. Por eso Salmerón fue, entre los tribunos de la libertad, el vindicador de los perseguidos, de los atropellados, de los condenados por la ley injusta. Y entre los más altos y nobles ejemplos de la elocuencia española figurarán siempre los apóstrofes del gran orador contra los desmanes del Poder y los abusos de la fuerza".

Y luego, hay aquel acto ejemplar de renunciar él, el filósofo

krausista, discípulo del santo laico Sanz del Río, elevado a la jefatura del Estado, de renunciar, digo, a la presidencia de la República antes que firmar el restablecimiento de la pena de muerte, aunque fuere dictada por los tribunales de justicia. Alguien con autoridad ha dicho que aquel gesto representa la eterna repulsa de los que por razones de Estado se avienen a amancebar el cetro del rey con el hacha del verdugo.

Y aun habrá mentecatos para quienes aquellos hombres y aquellas ideas sean cosa pasada. Lo pasado, lo ancestral, lo primitivo son las ideologías y los gobiernos totalitarios que, en algunos casos mascullando letanias revolucionarias, han vuelto a empuñar en el siglo XX el hacha de pedernal del hombre de las cavernas.

¡Cosas del pasado las ideas redentoras, la libertad, la justicia social, la solidaridad, el humanismo revolucionario! En ese México original donde la sorpresa os acecha por doquier —y Virgilio Botella lo ha recogido en una de sus magistrales novelas de la guerra y exilio republicanos— había al llegar los primeros refugiados del año 40 una cantina con el título más surrealista que uno pueda imaginarse: LOS RECUERDOS DEL PORVENIR. Pues la evocación de nuestras dos repúblicas y de sus hombres es también un recuerdo de cosas nobilísimas que pertenecen al futuro, que están aún por realizarse, en todas partes, pero singularmente en España que políticamente no ha logrado todavía implantar y consolidar el artículo primero de la Constitución de Cádiz, de 1812 —¡hace 161 años!— según el cual España ha dejado de ser patrimonio de ninguna familia o persona.

Si, recuerdo del porvenir es que un presidente de la República entienda y practique que el Estado no tiene derecho a matar. Y en cambio, ciertas ideologías que se nos ofrecen como el último grito de la moda intelectual en cenáculos y universidades, fábricas de pandería desaliñada, no son sino vaticinios o profecías del pasado, atavismos, retrocesos acelerados hacia la selva primitiva donde imperaba al decir de Jack London la ley de la garra y el colmillo.

DON EMILIO CASTELAR

¿Qué si no recuerdo del porvenir fue la actitud ecuménica de Castelar en su famosa polémica con el canónigo Manterola?

Ha tenido que transcurrir más de un siglo, subir al solio pontificio Juan XXIII y celebrarse el Concilio II Vaticano, para que la Iglesia española, siguiendo a la Iglesia universal, comience a comprender lo que el católico y republicano Don Emilio Castelar declamaba en las Cortes revolucionarias del 69 defendiendo la libertad de la conciencia religiosa. Oíd y admirad, porque nunca la elocuencia ha vestido al pensamiento con más bellos ropajes de la sonora lengua castellana: "¿Qué España es el país de la intolerancia? Pues bien, yo le digo a su señoría que hay épocas, muchas épocas de nuestra historia de la Edad Media en que España no ha sido una nación tan intolerante como el señor Manterola supone. Pues que, ¿hay por ventura en el mundo nada más ilustre, nada más grande, nada más digno de la corona material y moral que lleva, nada que en el país esté tan venerado como el nombre de Fernando III el Santo? ¿Conoce el señor Manterola algún rey que pueda ponerse a su lado? Mientras su hijo conquistaba a Murcia, él conquistaba Sevilla y Córdoba. ¿Y qué hacía, señor Manterola, con los moros vencidos? Les daba el fuero de los jueces, les permitía tener sus mezquitas, les dejaba sus

JURISTAS INTERNACIONALES OPINAN SOBRE LA "LEY DE PELIGROSIDAD Y REHABILITACION"

Sin comentario alguno, reproducimos a continuación la información publicada en el N° 7 de "La Revista", (diciembre 1971), órgano oficial de la Comisión Internacional de Juristas con sede en Ginebra. El lector, con la simple lectura, obtendrá conclusiones definitivas sobre la inexistencia de un auténtico Estado de Dedecho en la península. Dice así:

ESPAÑA

El 5 de diciembre de 1970, se decretó estado de excepción por tres meses para el territorio de la provincia de Guipuzcoa, ello con motivo de la iniciación el 3 de diciembre de 1970 del proceso de Burgos. Esta fue la cuarta vez que, desde el fin de la guerra civil, se declara estado de emergencia en la provincia vasca, dando a la policía poder de registros domiciliarios sin mandato judicial, de arrestar por la noche a nacionalistas vascos, suspendiendo el derecho de libre asamblea, la libertad de residencia y la detención sin juicio, que es normalmente de 72 horas en España.

El 15 de diciembre de 1970, yendo aún más allá, un conse-

alcalde propios, les dejaba su propia legislación. Hacía más: cuando era robado un cristiano, al cristiano se le devolvía lo mismo que se le robaba; pero cuando era robado un moro, al moro se le devolvía el doble. Esto tiene que estudiarlo el señor Manterola en los grandes fueros, en esa gran tradición de la legislación mudéjar, tradición que nosotros podríamos aplicar ahora mismo a las religiones de los diversos cultos el día en que estableciéramos la libertad religiosa y diéramos la prueba de que, como dijo Madame Stael, en España, lo antiguo es la libertad, lo moderno el despotismo".

"Señores diputados, me decía el señor Manterola que renunciaba a todas sus creencias si los judíos volvían a juntarse y volvían a levantar el Templo de Jerusalén". ¡Qué actuales son estas palabras!, y se pronuncian ahora hace más de un siglo: recuerdos del porvenir... "Pues qué, ¿cree el señor Manterola en el dogma terrible de que los hijos son responsables de las culpas de los padres? ¿Cree que los judíos de hoy son los que mataron a Cristo? Pues, yo no lo creo; yo soy más cristiano que todo eso, yo creo en la justicia y en la misericordia divina".

"Grande es Dios en el Sinaí: el trueno le precede, el rayo le acompaña, la luz le envuelve, la tierra tiembla, los montes se desgajan; pero hay un Dios más grande, más grande todavía, que no es el majestuoso Dios del Sinaí, sino el humilde Dios del Calvario, clavado en una Cruz, herido, yerto, coronado de espinas, con la hiel en los labios y, sin embargo, diciendo: Padre mío, perdónalos, perdona a mis verdugos, perdona a mis perseguidores, porque no saben lo que se hacen".

"Grande es la religión del poder, pero es más grande la religión del amor: grande es la religión de la justicia implacable, pero es más grande la religión del perdón misericordioso; y yo, en nombre del Evangelio, vengo aquí a pedirnos que escribáis en vuestro código fundamental la libertad religiosa, es decir, libertad, fraternidad, igualdad entre todos los hombres".

París, 1973

(Los conceptos precedentes, constituyen una síntesis de los aspectos principales del discurso del presidente del Consejo de Ministros del Gobierno de la República Española, pronunciado en el acto conmemoratorio del Primer Centenario, realizado en París el 2 de febrero último).

jo extraordinario de ministros, convocado por el generalísimo Franco, suspendió el artículo 18 del Fuero de los Españoles, por un período de seis meses. Así mediante esta medida de suspensión, los españoles de la totalidad del territorio nacional quedaban a merced de la policía que podía efectuar arrestos y mantener detenidos a quienes consideraba sospechosos, sin obligación de hacerlos comparecer ante el juez.

El artículo 18 prevé, en efecto, que ningún español puede ser detenido en incumplimiento de las disposiciones de la ley: todos los detenidos deben ser liberados antes de la expiración de un plazo de setenta y dos horas o bien deben comparecer ante la autoridad judicial. El 14 de junio de 1971, al término del plazo de seis meses las autoridades españolas restablecieron el artículo 18 del Fuero de los Españoles.

No podemos sin embargo dejar de mencionar la entrada en vigencia el 4 de junio de 1971, poco antes del restablecimiento del artículo 18 del Fuero, de la ley N° 16/1970 aprobada por las Cortes el 4 de agosto de 1970, con el título "Ley de peligrosidad y rehabilitación social" (1) cuyo texto agrava los efectos de la Ley sobre Vagos y Maleantes de 1933, a la cual pretende sustituir.

El capítulo primero describe los quince casos que en adelante caen bajo las disposiciones de la nueva ley, esencialmente elaborada para vagos, homosexuales, prostitutas, mendigos, ebrios y toxicómanos. Se aplica igualmente, lo que es una amenaza para el respeto de las libertades individuales, según el párrafo 9 del artículo 2° que dice:

"Los que con notorio menosprecio de las normas de convivencia social y buenas costumbres o del respeto debido a personas o lugares, se comporten de modo insolente, brutal o cínico, con perjuicio para la comunidad o daño de los animales, las plantas o las cosas".

La vaguedad del texto da toda libertad a las autoridades para considerar a los opositores como individuos que se conducen de manera insolente. Esta impresión se ve aún reforzada por los términos del párrafo décimo:

"Los que integrándose en bandas o pandillas manifestaren por el objeto y actividades de aquéllas, evidente predisposición delictiva".

Por otra parte, el artículo 4 de la ley introduce una pena de

meses a 3 años de internamiento en un establecimiento de custodia o trabajo, contra quienes hubieren sido ya condenados por tres o más delitos o bien contra aquellas personas en quienes sea presumible la habitualidad criminal.

Las penas contempladas van de cuatro meses a tres años de cárcel en un establecimiento de reeducación o de trabajo y según el artículo 5, párrafo 9, el culpable podrá verse sujeto a una medida de deportación o de arresto domiciliario, que no podrá ser superior a cinco años, y de la prohibición de visitar ciertos sitios públicos. Quizás con ella pretenda alejar a los que manifiesten una actitud hastil al gobierno y tengan un comportamiento insolente, brutal o cínico.

La opinión pública española está además preocupada por la introducción de un proyecto de ley de reforma parcial de la Ley de Orden Público de 1959. El texto gubernamental, que está en debate en las Cortes desde el 8 de junio de 1971, propone extender a tres meses el plazo de detención administrativa, y quintuplicar el valor de las multas en caso de infracción contra el orden público.

El presidente del Colegio de Abogados de España, al igual que miembros del foro de Barcelona y Madrid y la Asamblea de Decanos de Colegios de Abogados que se reunió el 19 de junio de 1971, han elevado valientes protestas contra este proyecto, que viola los artículos 17, 18 y 19 del Fuero, por los cuales se garantiza la seguridad de la persona, se limita a tres días la detención administrativa y se prohíbe la retroactividad de las leyes penales.

— 0 —

(1) "Disposiciones Generales" - Colección Legislativa de España - Edición Oficial, Tomo 327, I-15 agosto 1970. Ministerio de Justicia y Boletín Oficial del Estado, Pág. 854.

LEA Y SUSCRIBASE

A

ESPAÑA REPUBLICANA

Establecimientos Industriales

Soc. CAFES LA VIRGINIA

CAFES ★ TES ★ ESPECIAS

ROSARIO